

# LE «TAPERING» AMÉRICAIN RAPPELLE L'URGENCE DE LUTTER CONTRE UNE INFLATION PERSISTANTE

LA RÉSERVE FÉDÉRALE A DÉCIDÉ D'ACCÉLÉRER LE RESSERREMENT DE SA POLITIQUE MONÉTAIRE EN VUE DE CONTRER UNE INFLATION PERSISTANTE. DU COUP, LE DOLLAR SE RENCHÉRIT ET SE RETROUVE À SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS 20 ANS. LA QUESTION SE POSE : MAURICE NE DEVRAIT-IL PAS SE MONTRER PLUS AUDACIEUX ET ALLER PLUS VITE AVEC LA NORMALISATION DE SES TAUX D'INTÉRÊT ?

RIDHWAN AJUKAULO

**APRÈS** une augmentation d'un quart de point à la mi-mars, la Réserve fédérale (FED) poursuit sa politique de tapering et vient de relever ses taux directeurs par un demi-point. C'est la plus hausse la plus importante depuis 22 ans. Cette accélération du processus de resserrement monétaire est motivée par la nécessité de juguler l'inflation. À fin mars, elle affichait un taux de 8,5 % sur un an, soit le taux le plus élevé depuis 40 ans. Le président de la Fed, Jerome Powell, estime qu'il coupait au plus vite la tête hideuse de l'inflation.

Malgré la montée en flèche de la demande des consommateurs, la Banque centrale américaine considère que les risques d'une récession sont réels. D'où sa décision d'intervenir énergiquement après avoir été

dans une phase de déni par rapport à la menace inflationniste.

Invité à partager sa lecture de la situation actuelle, Amit Bakhtia, le CEO d'Anneau, ne cache pas son étonnement par rapport au manque de proactivité de la part des Américains au niveau du resserrement des taux. Pour lui, la surchauffe de l'économie mondiale aurait pu être mieux gérée si les analystes de la Banque centrale américaine n'avaient pas persisté à dire que l'inflation serait transitoire. Après avoir rappelé que les marchés étaient préoccupés depuis le deuxième trimestre de 2021, il explique que «l'économie américaine s'est déjà contractée de 1,4 % au premier trimestre 2022, démontrant clairement que la consommation intérieure commence à faiblir

à ces niveaux de prix des commodités anormalement élevés». Dans ce contexte particulier, il fait remarquer que les marchés des capitaux voient désormais le resserrement de la FED comme «agressif, retardé et susceptible de conduire l'économie sur la voie de la récession de manière plus rapide».

## L'IMPACT DU RESSERREMENT DE LA FED

L'accélération de la stratégie de resserrement monétaire de la FED a des répercussions certaines sur le reste de la planète. D'emblée, les États du Golfe, dont les monnaies sont rattachées au dollar, ont d'ores et déjà augmenté leurs taux d'intérêt, indique



le Dr Bhavish Jugurnath. Selon l'économiste, les marchés boursiers américains ont repris du poil de la bête depuis l'annonce du resserrement. Si d'une part, cela augmentera les coûts d'emprunt pour les Américains, que ce soit pour les prêts ou les cartes de crédit, d'autre part, la hausse des taux directeurs entraîne une hausse des prix des commodités ; ce qui rendra la situation encore plus difficile pour les économies émergentes qui empruntent en dollars américains. S'agissant du prix du baril de pétrole, l'économiste estime que le relèvement des taux ne devrait pas directement affecter le cours de l'or noir à ce stade, étant donné que d'autres «facteurs importants comme un prix décroissant dû au possible embargo sur le brut russe de la part de l'Union européenne, ou la baisse dans la demande de par les récents confinements en Chine».

De son côté, Amit Bakhirta indique que «nous sommes à découvrir sur le pétrole et le gaz depuis la deuxième semaine suivant l'opération russo-ukrainienne. Chez Anneau, nous restons ainsi raisonnablement convaincus que les prix du pétrole brut et du gaz sont susceptibles d'être sensiblement inférieurs (par au moins 33 %) vraisemblablement au cours des 12 à 18 prochains mois». De plus, le relèvement des taux d'intérêt sur le dollar diminue le portage sur ce dernier par rapport aux autres devises pour favoriser un dollar relativement plus fort, ce qui devrait se traduire par des prix beaucoup plus faibles pour le pétrole brut et le gaz naturel.

Revenant sur les marchés financiers, le CEO d'Anneau révèle que des taux d'intérêt plus élevés agissent comme la gravité sur les actifs à risque, causant une tendance baissière

dans la négociation des marchés financiers mondiaux. Une fois les coûts de financement en hausse, les bénéfices et les flux de trésorerie disponibles (à l'exception des banques et des institutions non bancaires) se réduisent, entraînant une baisse dans la valorisation des actifs et leur prix. Ce même principe est applicable aux investissements immobiliers qui connaissent alors «des frais de service de la dette plus élevés et, à terme, des rendements nets locatifs plus faibles».

### VERS UNE PARITÉ EURO-DOLLAR ?

Par ailleurs, avec ce nouveau relèvement de la Banque centrale américaine, la parité euro-dollar semble devenir de plus en plus probable alors que le risque de récession économique en zone euro augmente. Intervenant à ce propos, le Dr Bhavish Jugurnath souligne que l'euro s'échange désormais autour de \$ 1,05 contre \$ 1,14 en début d'année. C'est le taux le plus élevé du billet vert depuis 20 ans. Outre les inquiétudes liées au maintien de la guerre en Ukraine sur l'économie européenne, les investisseurs craignent que la Banque centrale européenne (BCE) ne tarde à augmenter les taux d'intérêt. En prenant tout cela en considération, l'économiste estime que «la parité euro-dollar est très probable, même si cela prendra un peu de temps».

Autre son de cloche du côté d'Amit Bakhirta. Même s'il reconnaît que la parité est possible si la BCE ne resserre pas rapidement ses taux, l'analyste financier émet l'hypothèse que «la banque soit obligée de commencer sa politique de resserrement très bientôt, car l'inflation dans la zone euro a déjà atteint 7,4 % en mars 2022».

Si le resserrement monétaire dans la zone euro est indiscipliné et agressif à court terme, cela pourra fournir un soutien à la monnaie européenne, ce qui pourrait renverser la vapeur pour l'euro d'ici à la fin de l'année, voire en 2023. Ainsi, estime-t-il, il faut jouer la carte de la prudence, car «ce n'est point un environnement nettement et clairement négatif pour l'euro par rapport au dollar américain».

### QUELLE OPTION POUR MAURICE ?

Qu'en est-il pour Maurice ? La Banque centrale ne devrait-elle pas envisager une accélération de sa politique de normalisation du taux repo qui est actuellement à 2 %, suivant une légèrement hausse de 15 points de base début mars ? Pour Amit Bakhirta, il est clair qu'on devrait accélérer la cadence. Car, selon lui, la Banque de Maurice a «au moins 2 % de retard sur la courbe». Après avoir tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises en 2021 dans ces mêmes colonnes et ailleurs, l'analyste insiste que «cette léthargie explique en partie l'environnement inflationniste désastreux dans lequel Maurice se retrouve actuellement». À son avis, avec une politique et des conditions monétaires plus serrées et proactives, l'inflation aurait pu être contenue à un certain niveau, pressions exogènes exclues, et ce, sans contrer la relance économique. Toujours selon ses calculs, l'on devrait déjà être en train de ressermer tous les mois à des intervalles de 0,50 % ou plus. Au passage, il rappelle que l'inflation globale est actuellement autour de 7 % et que les taux d'intérêt réels sont négatifs. Si rien n'est fait, l'on risque de se retrouver dans une spirale de stagflation aigue et un niveau d'appauvrissement dont il sera difficile de se relever.



AMIT BAKHIRTA (CEO D'ANNEAU)



DR BHAVISH JUGURNATH (ÉCONOMISTE)